

Le Café La Petite Gaule au cœur d'une vision alternative

Pendant les années 80-90, «le projet politique nationaliste et social-démocrate du Parti québécois, auquel se rallie une partie significative des militantes et des militants, entraîne une importante confusion idéologique dans les mouvements sociaux du Québec et au sein du mouvement communautaire de Pointe Saint-Charles¹», quartier ouvrier de l'ouest de Montréal. On questionne la capacité des mouvements sociaux de maintenir une approche critique dans leurs interventions face aux pouvoirs politiques et économiques dominants. La faible cohésion affichée à l'égard de la politique du déficit zéro du gouvernement Bouchard en 1996 représente un moment significatif de cet état de chambardement qui affecte les groupes. Les effets négatifs, entre autres, du démantèlement des services publics sur la conscience sociale collective des milieux populaires apparaissent avec l'émergence d'attitudes corporatistes et individualistes au détriment de la solidarité sociale. Cette situation va jusqu'à plonger dans des crises sérieuses plusieurs groupes, dont les plus importants du quartier Pointe Saint-Charles (la Clinique communautaire de santé et les Services juridiques communautaires).

Dans ce contexte assez difficile, des citoyens et des citoyennes décident de lancer le projet d'un café alternatif, parce qu'ils sont persuadés que de profondes transformations sont nécessaires au sein même des forces vives du quartier si l'on veut conserver la capacité d'agir sur le présent et l'avenir de la communauté.

Il faut retrouver les bases de la solidarité sociale, raffermir, mais aussi diversifier les outils d'éducation et d'information et, en

Marcel Sévigny,
membre fondateur du
Café La Petite Gaule

Des citoyens et des citoyennes décident de lancer le projet d'un café alternatif, parce qu'ils sont persuadés que de profondes transformations sont nécessaires au sein même des forces vives du quartier si l'on veut conserver la capacité d'agir sur le présent et l'avenir de la communauté.

même temps, intégrer dans les perspectives de lutte les nouvelles réalités de société telles que l'écologie, la non-violence et la diversité culturelle. Voilà donc les champs d'intervention à ajouter aux questions sociales plus traditionnelles du quartier, comme les luttes pour le logement, les services de proximité en santé et les revendications pour des revenus décents.

Dans cet esprit, le café projeté, qui portera le nom de Café La Petite Gaule², sera autogéré par la coopérative de solidarité Les Irréductibles. Premier groupe d'un éventuel réseau d'intervention alternatif, il favorisera le fonctionnement autogéré des organisations, des groupes de citoyens et de citoyennes, accroîtra l'esprit critique face aux pouvoirs et présentera le quartier comme une entité en mesure de s'autodévelopper, en confrontant les idées et en favorisant la déconstruction des idéologies des pouvoirs dominants.

Le rôle du Café dans le mouvement communautaire

L'ouverture du Café n'a lieu qu'en avril 2003, en raison de sérieuses difficultés financières. En effet, pour obtenir des subventions, il nous aura fallu accumuler une réserve de plus de 30000\$ auprès d'individus sympathisants. Ainsi, grâce à des appuis significatifs dans la communauté, nous avons pu convaincre d'autres bailleurs de fonds de la pertinence de notre projet.

Avant même le début des activités, nous adhérons à la Coalition Action-Gardien de Pointe Saint-Charles³ et nous nous y investissons à fond pour promouvoir l'idée générale que les communautés locales doivent être au cœur d'un projet de société émancipateur. Cette idée n'est

Le sentiment d'appartenance au quartier doit être construit autour de la notion de territoire, mais un territoire ouvert sur la société.

pas nouvelle en soi puisqu'elle reprend l'itinéraire qui a façonné le mouvement social du quartier dans les années 70, mais elle ajoute à cet acquis en s'inspirant du concept d'écologie sociale de l'Américain Murray Bookchin: la réflexion, la décision et l'action, en tant que stratégie et moyen de susciter la prise en charge des problèmes et des solutions par les citoyens et les citoyennes, ne peuvent pas être évacuées de la place publique si nous voulons créer une communauté qui soit *vivable*.

Avec le Café, nous souhaitons être partie prenante d'un mouvement communautaire local qui hésitera de moins en moins à s'interroger sur certains aspects pervers de «l'institutionnalisation du communautaire», ces attitudes et ces manières de fonctionner qui tendent à scléroser les organisations par l'offre de services faisant de moins en moins la différence entre le *clientélisme* et la prise en charge citoyenne. En avançant cette idée, nous nous inscrivons dans la trame historique du mouvement communautaire de Pointe Saint-Charles depuis la fin des années 60, cette histoire, constamment à rappeler, qui en est une d'auto-organisation citoyenne pour l'amélioration des conditions de vie individuelles et collectives et de gestion collective de nos propres outils de développement social. Nous craignons

que cette riche histoire de l'éducation populaire et autonome du Québec, celle-là même qui a ouvert les portes à des perspectives d'émancipation, ne se marginalise à l'intérieur même des mouvements sociaux.

En présentant une telle vision, nous traçons volontairement un tableau un peu noir de la situation, sans toutefois nier que des organisations comme le Carrefour d'éducation populaire, la Clinique de Pointe Saint-Charles, avec la relance de son projet de santé communautaire, et quelques autres font des efforts concrets pour sortir de la torpeur ambiante. Au moment où la «réingénierie Charest» accentue la pression et nous force à des convergences de lutte solidaires dans la rue, peut-être est-il temps de lancer l'idée d'un «nouveau chantier pour un projet d'éducation populaire émancipateur».

Renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté

Le sentiment d'appartenance au quartier doit être construit autour de la notion de territoire, mais un territoire ouvert sur la société. En effet, il faut éviter que le renforcement de ce sentiment se base sur des considérations nostalgiques comme le retour vers les organisations paroissiales et la mission religieuse, ou sur l'engagement d'élites commerciales ou professionnelles. Il faut en même temps lutter pour éviter qu'une partie des «nouveaux arrivants», fortunés et proches des pouvoirs économiques dominants de la société, «accaparent le quartier» et l'embourgeoisent pour y imposer un ensemble de valeurs culturelles fondées sur la capacité financière de consommer.

² Lors de l'importante lutte menée pour garder le contrôle de la Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles en 1992, les journalistes qualifiaient les citoyens et les citoyennes du quartier de «Gaulois de Pointe Saint-Charles» parce qu'ils résistaient aux visées du ministre de la Santé de l'époque, Marc-Yvan Côté, de faire disparaître la Clinique communautaire. C'est cette idée de résistance populaire que l'on retrouve dans le nom du café.

³ La Coalition Action-Gardien de Pointe Saint-Charles existe depuis 1981. Elle sert d'abord de lieu d'information pour les groupes, mais également de lieu de mobilisation sur des enjeux collectifs pour le quartier.

Enfin, nous devons être en mesure de recevoir les influences extérieures tout en trouvant les moyens de les intégrer dans un véritable projet de résistance, lutte constante contre divers pouvoirs de domination, politique, culturel, social ou économique, mais également dans un projet de quartier commun qui pousse vers la construction d'une communauté vivante basée sur les valeurs de tolérance, d'égalité, de démocratie et de justice sociale pour tous et toutes.

Le Café doit donc mettre l'accent sur des activités de nature sociale, politique et culturelle favorisant le débat, la réflexion et l'engagement citoyen tant par rapport à des enjeux locaux qu'internationaux. Cette démarche, que l'on veut «la plus éducative et la plus mobilisatrice possible», ne doit pas demeurer uniquement dans la sphère sociale, mais

alimentaire au Québec, à tenir des conférences et des débats sur l'aspect politique de l'alimentation, nous entrons de plain-pied dans des enjeux liés à la dépendance alimentaire.

Aborder la politique par l'enjeu écologique

Aujourd'hui, on admet de plus en plus que des liens absolument fondamentaux doivent être établis entre la question écologique et la possibilité d'un avenir pour la société. Bookchin montre comment le fonctionnement de nos sociétés, bâties sur l'idée de domination et des modes hiérarchiques qui s'ensuivent (deux termes que l'éducation populaire combat), a provoqué une rupture profonde entre la nature et l'humain, rupture qui nous entraîne potentiellement — certains, certaines

partir de liens égalitaires et anti-hiérarchiques qui fassent de l'autonomie personnelle un facteur de l'émancipation humaine. Pour ce faire, il faut que les citoyens et les citoyennes récupèrent et régénèrent au maximum la sphère politique. Cette émancipation commence à l'échelon local, là où existent encore certaines manifestations civiques de la démocratie directe et participative (forums citoyens, pétition sur un enjeu précis, pression sur une réunion municipale, assemblées publiques citoyennes...). À n'en pas douter, cet objectif fait partie d'un vaste projet d'éducation populaire et de prise en charge individuelle et collective.

Les défis internes du Café La Petite Gaule S'organiser pour répondre à des objectifs représente un défi en soi car, si nous sommes logiques, il ne suffit pas d'en parler. Nous devons aussi appliquer les valeurs de transformation mises de l'avant.

Ainsi, la programmation du Café comprend plusieurs activités à partir desquelles il nous faut trouver un équilibre financier. Nous savons, par exemple, que la présentation de spectacles avec des artistes engagés reconnus donne lieu à des retombées financières adéquates. Par contre, il arrive régulièrement que la tenue de conférences ou de débats sur des sujets importants (exemple: gestion écologique des déchets, enjeux des réserves d'eau...) attire passablement de personnes, mais avec des résultats financiers plus mitigés. Le Café est alors perçu et plus clairement utilisé comme un lieu de débat public que comme un lieu de consommation. Nous cherchons les moyens de créer, avec les citoyens et

Le Café doit mettre l'accent sur des activités de nature sociale, politique et culturelle favorisant le débat, la réflexion et l'engagement tant par rapport à des enjeux locaux qu'internationaux.

elle doit également déboucher sur la sphère politique, c'est-à-dire sur la volonté citoyenne de gérer les services collectifs et publics de la communauté locale. À titre d'exemple, si l'organisme Action concertée en sécurité alimentaire suscite la participation de quatre groupes en alimentation du quartier, le Café doit aborder l'aspect politique de l'alimentation: qui produit ce que l'on mange? qui contrôle la chaîne d'alimentation et où vont les profits? pourquoi les gouvernements soutiennent-ils les grandes industries? De même, en invitant l'Union paysanne, un syndicat paysan qui remet en question le modèle industriel de production

disent inévitablement — vers la disparition même de l'humanité et propose de la surmonter en s'engageant dans la construction d'une société écologique, en luttant contre la domination et les hiérarchies. Comment? Essentiellement par la reprise en main de nos communautés locales sur la base d'un principe libertaire: «Tout être humain normal est compétent pour gérer les affaires de la société, et plus particulièrement la communauté dont il est membre⁴.» En fait, ce principe signifie qu'il nous faut abandonner les structures de domination aliénantes qui s'imposent dans la société pour la réorganiser à

les citoyennes, des manières de «se représenter» le Café comme un projet où doit s'exprimer la solidarité active (contribution volontaire ou autre appui financier). Par conséquent, assurer la viabilité financière du Café, absolument essentielle pour la poursuite du projet, pourrait devenir possible tout en maintenant une programmation diversifiée autour du social, du politique, du culturel et de l'économique. En 2004, l'autofinancement représente entre 50 et 60% des coûts globaux de fonctionnement; nous avons donc encore besoin de fonds qui respectent un minimum d'éthique sociale et économique.

Par ailleurs, le canevas des activités accessibles ainsi que la notion même de café restent quelque peu étrangers au milieu populaire du quartier. Notre objectif de faire de la Petite Gaule un lieu de rencontre, un «café de quartier»,

soulève de la résistance. C'est avec l'appui de groupes communautaires (pour l'organisation d'activités spéciales au Café, entre autres) et d'individus que nous travaillons à la démystification de l'endroit qui, pour certains, certaines, apparaît comme un repaire «militant» ou «de jeunes» ou «anarchiste», qui semble «étrange» à la culture du quartier. À cet effet, nous avons modifié certaines activités pour mieux les adapter au milieu (musiciens connus localement, expositions d'artistes du milieu, débats sur des enjeux sociaux locaux...). Mais, nous le savions, il s'agit d'un engagement de moyen terme qui devra être constant par la suite pour permettre la rencontre culturelle différente et ouverte sur plusieurs réalités de la société au sein même du quartier.

L'idée que les dimensions sociale et la culturelle puissent «se rencontrer, se parler» dans ce lieu d'abord, dans le

quartier éventuellement, constitue une particularité de notre intervention. Vouloir devenir une sorte de pôle de référence dans l'imaginaire de la résistance sociale, politique, culturelle et, pourquoi pas, économique stimule également l'équipe actuelle.

Enfin, le troisième défi à relever est celui de l'auto-organisation du collectif. Depuis août 2003, le Café fonctionne avec une coordination collective partagée entre l'équipe militante au conseil d'administration et l'équipe de travail sur le terrain. Cette réorganisation a été effectuée dans l'espoir de redresser une situation qui n'a pas fourni les résultats escomptés. Nous misons maintenant sur une plus grande part de responsabilités à assumer par chaque personne de l'équipe de travail, ainsi que par les militants et les militantes au conseil d'administration afin d'éliminer la fonction même de coordonnateur.

Le Café La Petite Gaule est un lieu de diffusion et de rencontre, un espace de travail et d'engagement militant, d'interrelation entre des gens aux diverses expériences et responsabilités. En somme, il demeure un projet d'expérimentation et d'apprentissage collectif qu'il faut constamment évaluer. Le Café La Petite Gaule a choisi de jouer un rôle actif d'engagement social et politique dans son quartier et, de ce fait, se retrouve face à de multiples interactions. Ce rôle l'amène sur un terrain infiniment complexe où le déblayage reste en bonne partie à faire.

La Petite Gaule

2525, rue Centre
Montréal, H3K 2R7
Téléphone: (514) 931-1919
Courriel: petitegaule@cam.org
Site Internet: www.cafepetitegaule.com

Un soir au Café...

Un conférencier est debout, le micro à la main. Il se tient tout près des premières tables et de la cinquantaine de personnes qui s'y trouvent. La convivialité de la rencontre incite une personne assise au bar à émettre spontanément un commentaire: «Dans un quartier comme Pointe Saint-Charles, c'est plutôt la simplicité involontaire qu'un grand nombre de gens doivent pratiquer.» Pas besoin de répéter, tout le monde a compris. «C'est bien vrai, de répondre le conférencier, que tendre vers une réduction de la consommation s'adresse principalement aux classes moyennes, mais c'est aussi une vision de société qui s'attaque au gaspillage. Lorsque des femmes d'une cuisine collective se regroupent pour préparer des repas ensemble, elles ne font pas seulement s'entraider, elles maximisent l'utilisation des ressources. Il y a un lien à établir entre ces actions de gens aux conditions financières très différentes.» Une autre main se lève, d'autres voix s'expriment... Les gens du quartier veillent au grain.